



# Prestations de nettoyage des locaux de TBS Education

*Référence du marché n° 2513L00*

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### TBS EDUCATION

1, place Alphonse Jourdain  
CS 66810  
31068 Toulouse Cedex 7  
FRANCE

Tél. : +33 5 61 29 49 49

[tbs-education.fr](http://tbs-education.fr)

Établissement d'Enseignement  
Supérieur Consulaire  
au capital de 8 013 639 €  
RCS de Toulouse  
SIRET : 817 517 394 00018  
APE : 8542Z  
CF : 76 31 08492 31

## SOMMAIRE

### **PARTIE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU CONTRAT ..... 5**

<b>1. Définitions.....</b>	<b>5</b>
<b>2. Objet du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>3. Décomposition du marché – Allotissement.....</b>	<b>5</b>
<b>4. Prestation supplémentaire éventuelle .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>5. Durée de l'accord-cadre .....</b>	<b>5</b>
<b>6. Forme de l'accord-cadre .....</b>	<b>6</b>
6.2 Prestations similaires .....	6
<b>7. Variante .....</b>	<b>6</b>
<b>8. Lieux d'exécution .....</b>	<b>6</b>
<b>9. Pièces constitutives de l'accord-cadre et notification .....</b>	<b>7</b>
9.1 Documents constitutifs du marché.....	7
9.2 Notification de l'accord-cadre .....	8
<b>10. Obligations du titulaire .....</b>	<b>8</b>
10.1 Compréhension du besoin.....	8
10.2 Reprise du personnel .....	8
10.3 Stabilité de l'équipe affectée à la réalisation des prestations.....	9
10.4 Liste nominative du personnel .....	9
10.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel.....	9
10.6 Informations relatives au personnel à l'échéance du marché.....	10
10.7 Garanties.....	10
<b>11. Démarche RSE .....</b>	<b>10</b>
<b>12. Modalités d'exécution .....</b>	<b>11</b>
12.1 Modalités d'exécutions des prestations traitées à prix forfaitaires.....	11
12.2 Modalités d'exécution des prestations traitées à bons de commande .....	11
12.2.a Emission des bons de commande.....	11
12.2.b Délai d'exécution des bons de commande .....	11
12.3 Pilotage du marché .....	12
12.3.a Interlocuteur dédié pour TBS.....	12
12.3.b Interlocuteur dédié pour le titulaire .....	12
12.4 Réunion de lancement .....	12
12.5 Réunion de suivi de l'exécution .....	12
<b>13. Vérification et admissions des prestations.....</b>	<b>12</b>
<b>14. Pénalités .....</b>	<b>13</b>
14.1 Pénalités de retard ou de non-conformité .....	13

14.2	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	14
<b>15.</b>	<b>Présentation des sous-traitants</b>	<b>14</b>
15.1	Conditions d'intervention des sous-traitants	14
15.2	Paiement direct du sous-traitant de 1er rang	14
15.3	Conséquences de la sous-traitance irrégulière	15
<b>16.</b>	<b>Modification du marché</b>	<b>15</b>
16.1	Modifications de la consistance des prestations en cours d'exécution	15
16.2	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	15
16.3	Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :	16
<b>17.</b>	<b>Modification du marché</b>	<b>16</b>
<b>18.</b>	<b>Redressement ou liquidation judiciaire</b>	<b>16</b>
<b>19.</b>	<b>Défaillance du titulaire</b>	<b>17</b>
<b>20.</b>	<b>Détermination des prix</b>	<b>17</b>
20.1	Contenu des prix	17
20.2	Forme des prix	17
20.3	Révision des prix	17
<b>21.</b>	<b>Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>18</b>
21.1	Adresse de facturation	18
21.1.a	Pour Toulouse Business School	18
21.2	Contenus des demandes de paiement	19
21.2.a	Cadre général	19
21.2.b	Acceptation du montant de la facture	19
21.2.c	Modalités de paiement en cas de groupement	20
21.2.d	Délai de paiement	20
21.2.e	Modalités de paiement en cas de désaccord	20
21.3	Coordonnées bancaires du titulaire – RIB	20
21.3.a	Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement	20
21.3.b	Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint	20
21.3.c	Modification des coordonnées bancaires	20
<b>22.</b>	<b>Avance</b>	<b>21</b>
<b>23.</b>	<b>Acompte</b>	<b>21</b>
<b>24.</b>	<b>Confidentialité</b>	<b>21</b>
<b>25.</b>	<b>Assurances et Responsabilité</b>	<b>22</b>
<b>26.</b>	<b>Résiliation</b>	<b>22</b>
26.1	Résiliation aux torts du titulaire	22
26.2	Exécution aux frais et risques	23
<b>27.</b>	<b>Situation fiscale et sociale du titulaire</b>	<b>23</b>

27.1	Obligations du titulaire .....	23
27.2	Remise des documents listes ci-dessus : E-ATTESTATIONS .....	24
<b>28.</b>	<b>Compétence territoriale et droit applicable .....</b>	<b>24</b>
<b>29.</b>	<b>Dérogations au CCAG-FCS .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# PARTIE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU CONTRAT

## 1. Définitions

Pouvoir adjudicateur :	TBS Education ci- après nommé « Toulouse Business School » « TBS » « TBS EESC »
Représentant légal du pouvoir adjudicateur :	Stéphanie Lavigne, Directrice Générale de TBS Education
Titulaire :	Opérateur économique auquel le pouvoir adjudicateur notifie l'accord-cadre
Bon de commande :	Document écrit adressé par le pouvoir adjudicateur au titulaire. Il indique les prestations dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité et le prix, sur la base de l'offre formulée par le titulaire

## 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que de la fourniture de matériels et recharges en consommables (savon, essuie mains, papier toilette...) pour les sites de TBS Education.

## 3. Décomposition du marché – Allotissement

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

N° du lot	Intitulé	N° du marché
Lot n°1	Toulouse Centre-ville et Entiore	2513L01
Lot n°2	Vitrerie sur façades Extérieures/Intérieures des sites toulousains	2513L02

Le détail des lieux d'exécution pour chacun des lots est précisé aux CCTP.

Les candidats peuvent concourir pour un ou plusieurs lots. Si un candidat concourt pour plusieurs lots, il est possible qu'il ne soit retenu que pour un seul des lots.

Les offres seront appréciées lot par lot, les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

## 4. Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une **durée initiale 24 mois** à compter de son commencement d'exécution fixé au **2 mars 2026**.

A l'issue de cette période initiale, il est **reconductible tacitement 2 fois** pour une période de douze 12 mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 48 mois. Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire en respectant un préavis de trois (3) mois. La non-reconduction ne donne pas lieu au versement d'indemnités.

## 5. Forme de l'accord-cadre

### 5.1 Procédure

Le marché est passé en procédure formalisée d'**appel d'offres ouvert (AOO)**, conformément aux dispositions en application des dispositions mentionnées au 1° de l'article R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est passé sous forme d'accord-cadre mono-attributaire, comporte une partie forfaitaire et une partie s'exécutant à bons de commande, sans remise en concurrence, conformément aux articles R2162-1 à R2162-14 et suivants du code de la commande publique.

La partie à bons de commande est conclue sans minimum avec un maximum de 500 000€ HT.

### 5.2 Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent accord-cadre.

## 6. Variante

Les variantes facultatives proposées par les candidats sont autorisées afin que le candidat puisse proposer des variantes innovantes dans la réalisation de la prestation ou dans l'introduction de méthodes ou de protocoles innovants permettant de satisfaire les attentes qualitatives et/ou d'une dynamique éco-responsable de la prestation.

## 7. Lieux d'exécution

Le marché concerne 2 campus de TBS Education. Les bâtiments suivants font partie de ce marché :

- Lot 1. Toulouse et Entiore

Designation immeubles	Localisation	Surfaces utiles	Affectation
LASCROSSES	20, boulevard Lascrosses	7 692 m²	TBS
BOSCO	4, place Alfonse Jourdain	1 862 m²	TBS
ALARIC	6, place Alfonse Jourdain	1 856 m²	TBS
Foyer des étudiants	20bis, boulevard Lascrosses	270 m²	TBS
Bureau des Alumni	20bis, boulevard Lascrosses	87 m²	TBS
ENTIORE	2 avenue Mercure Ecoparc 1 31 130 Quint-Fonsegrives	10 382 m²	TBS

- Lot 2 Vitrerie sur façades extérieures/Intérieures des sites toulousains

Désignation immeubles	Localisation	Surfaces utiles	Affectation
LASCROSSES	20, boulevard Lascrosses	7 692 m <sup>2</sup>	TBS
BOSCO	4, place Alfonse Jourdain	1 862 m <sup>2</sup>	TBS
ALARIC	6, place Alfonse Jourdain	1 856 m <sup>2</sup>	TBS
Foyer des étudiants	20bis, boulevard Lascrosses	270 m <sup>2</sup>	TBS
Bureau des Alumni	20bis, boulevard Lascrosses	87 m <sup>2</sup>	TBS
ENTIORE	2 avenue Mercure – Ecoparc 1 31 130 Quint-Fonsegrives	10 382 m <sup>2</sup>	TBS

## 8. Pièces constitutives de l'accord-cadre et notification

### 8.1 Documents constitutifs du marché

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissant :

PIECES PARTICULIERES DU MARCHÉ :
- <b>L'Acte d'Engagement</b> (A.E) et ses annexes financières
- <b>Le Cahier des Clauses Particulières</b> (C.C.A.P)
- <b>Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières</b> (C.C.T.P) à accepter sans réserve : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Lot 00 reprenant les dispositions communes</li> <li>▪ le CCTP de chaque lot</li> </ul>
- <b>L'offre du titulaire</b> , et notamment les réponses apportées dans son <b>mémoire technique</b> , portant description des modalités d'exécution des prestations
- <b>le mémoire technique d'organisation</b> justificatif des dispositions que le titulaire propose d'adopter pour l'exécution des prestations

PIECES GENERALES :
- Code de la commande publique
- l'arrêté du 30 Mars 2021 portant approbation du CCAG – FCS

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas opposables à TBS Education.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent. En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux de l'accord-cadre sont conservés par TBS Education.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires de tous les textes administratifs européens, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

## **8.2 Notification de l'accord-cadre**

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Ce dernier est conservé par le pouvoir adjudicateur et fait seule foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS la notification comprendra seulement une copie des documents suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières,

TBS Education délivrera ultérieurement l'exemplaire unique, mentionné à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, en vue de la cession de créance, sur demande écrite du titulaire.

## **9. Obligations du titulaire**

---

### **9.1 Compréhension du besoin**

Le Titulaire sera réputé avoir :

- 1- apprécié avant la remise de son offre les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent ;
- 2- contrôlé toutes les indications figurant au cahier des charges et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous les éléments complémentaires.

Le Titulaire ne pourra arguer d'une erreur, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'effectuer ou de poursuivre l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu, en sa qualité de professionnel :

- d'appliquer l'ensemble des législations en vigueur applicables à son domaine d'activité,
- d'affecter le personnel et les moyens matériels nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations décrites aux CCAP et CCTP
- de respecter son obligation d'information et de conseils sur les prestations décrites aux CCAP et CCTP.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à communiquer immédiatement à TBS Education toute difficulté ou tout risque pouvant altérer l'exécution des prestations attendues.

### **9.2 Reprise du personnel**

Le Titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur, les conventions collectives, ainsi que des règles d'usage de la profession. A ce titre, TBS Education attire l'attention du Titulaire sur



l'application des dispositions de l'article L 1224-1 du Code du Travail ainsi que la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté.

Cette application concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire selon la liste fournie en annexe au règlement de la consultation.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. TBS Education n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

### **9.3 Stabilité de l'équipe affectée à la réalisation des prestations**

L'organisation de la prestation est conforme au CCTP. Le Titulaire doit informer ses agents du contenu du présent cahier des charges. Il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations demandées en veillant au respect des fréquences imposées et de mettre en place les effectifs et le matériel nécessaires à une bonne exécution.

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée à la réalisation des prestations pendant toute la durée du présent marché public et à en fournir la liste.

Tout remplacement doit être signalé dans la demi-journée au responsable de TBS Education. Un état mensuel des heures d'absence du personnel non remplacé sera établi et chiffré en euros. Cette somme sera utilisée pour des travaux ponctuels ou pourra directement donner lieu à une déduction sur la facture.

Le Titulaire se conforme aux obligations imposées par les lois sociales en faveur ou du fait de son personnel et n'exercera aucun recours contre TBS Education, relativement aux conditions d'emploi de ce personnel.

### **9.4 Liste nominative du personnel**

Le Titulaire fournit à TBS Education la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jour ouvrable à compter de la date de notification du marché public. En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer TBS Education de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter.

### **9.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel**

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

TBS Education ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs de TBS Education, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par TBS Education.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de TBS Education.

## **9.6 Informations relatives au personnel à l'échéance du marché**

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de TBS Education, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le site de TBS Education sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

La demande de TBS Education peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou renouvellement du marché public.

## **9.7 Garanties**

Le Titulaire s'engage :

- A exécuter les services conformément aux dispositions des documents du marché,
- A respecter les exigences, spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la qualité, la régularité ainsi que la continuité de service,
- A apporter les conseils et diligences nécessaires au maintien et à l'amélioration de la qualité des prestations,
- A informer rapidement TBS Education de toute difficulté empêchant la mise en œuvre ou la bonne exécution du marché,
- A fournir des livrables conformes aux spécifications du marché et conformes à leurs usages,
- A assumer une obligation de résultat par rapport à la réglementation applicable à la profession, et en outre, à se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui lui sont applicables en matière notamment de droit du travail,
- A respecter la garantie technique conformément à l'article 28 du CCAG FCS.

## **10. Démarche RSE**



Labellisée DD&RS et société à mission depuis 2022, TBS Education souhaite promouvoir et valoriser la mise en place de solutions efficaces et innovantes en termes de développement durable et de responsabilité sociétale, en accord avec les actions qu'elle engage au quotidien.

TBS Education portera une attention particulière aux mesures mises en place par le titulaire en faveur du développement durable dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, notamment en termes d'utilisation de procédés et produits éco-responsables.

D'autre part, TBS Education souhaite optimiser l'ouverture de ses bâtiments sur les périodes de congés annuels.

Sur une période de 3 semaines de fin juillet-début août et sur une période de deux semaines fin décembre (date à confirmée par TBS Education 4 mois à l'avance) TBS EDUCATION envisage une fermeture partielle voire totale de ses bâtiments.

**De ce fait, ces 5 semaines seront exclues de la valorisation du forfait annuel et seront traitées à bons de commande.**

## **11. Modalités d'exécution**

---

### **11.1 Modalités d'exécutions des prestations traitées à prix forfaitaires**

Le commencement de l'exécution des prestations traitées à prix forfaitaire est fixé au 2 février 2026.

### **11.2 Modalités d'exécution des prestations traitées à bons de commande**

#### **11.2.a Emission des bons de commande**

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son délégataire pourront être honorés par le ou les titulaires.

Le Titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

Le bon de commande comportera les mentions suivantes :

- Le numéro d'enregistrement du présent marché (2513L01 et 2513L02 pour les lots)
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références des prestations ou fournitures concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des fournitures ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date de livraison souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des prestations.

Les bons de commande seront émis et signés par voie électronique puis adressés au titulaire par courrier électronique.

#### **11.2.b Délai d'exécution des bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels. Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation au CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jour ouvré pour émettre des observations, par écrit au service Achats. Ce délai peut être raccourci à 24h en cas de bon de commande pour une intervention urgente.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation au CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit TBS Education dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de

confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### **11.3 Pilotage du marché**

#### **11.3.a Interlocuteur dédié pour TBS Education**

L'interlocuteur dédié de TBS Education :

**Nathalie MOMI**  
Coordinatrice Vie de Campus  
05 61 29 49 81 / 07 84 44 47 54  
[n.momi@tbs-education.fr](mailto:n.momi@tbs-education.fr)

#### **11.3.b Interlocuteur dédié pour le titulaire**

Le titulaire s'engage à désigner au plus tard 5 jours après la notification du marché, un interlocuteur référent pour les relations avec l'interlocuteur dédié de TBS Education. Il transmettra son nom et ses coordonnées professionnelles.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement TBS Education. A ce titre obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

En cas d'inadéquation constatée unilatéralement, TBS Education se réserve le droit de demander son remplacement.

### **11.4 Réunion de lancement**

Après la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de TBS Education

Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant la prestation pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

### **11.5 Réunion de suivi de l'exécution**

Des réunions de suivi pourront être organisées trimestriellement la première année d'exécution, puis semestriellement en suivant.

Une attention particulière sera apportée au suivi de ce marché.

## **12. Vérification et admissions des prestations**

---

Par dérogation à l'article 24 du CCAG FCS, les opérations de vérification des prestations se déroulent selon les modalités définies à l'article 12 du CCTP.

Les décisions (admission, rejet, ajournement, réfaction) après vérification seront prises dans les conditions et dans les délais prévus aux articles 23 et 25 du CCAG FCS.

## 13. Pénalités

### 13.1 Pénalités de retard ou de non-conformité

En cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, de non-conformité ou de manquements, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article.

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les pénalités prévues au présent article sont applicables sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des prestations non exécutées.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du Responsable des Services généraux de TBS Education ou de toute autre personne qu'elle agréé à cet effet.

En cas de pénalités dues par le titulaire, celles-ci seront déduites sur la facture mensuelle du mois qui suit le constat des pénalités dues à TBS Education.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard ou de non-conformité au regard des engagements pris à la réalisation des prestations, les pénalités forfaitaires suivantes seront applicables :

Manquements constatés	Pénalités applicables (exprimées en €HT)
Non mise en place des actions correctrices convenues lors d'un contrôle contradictoire	200 € par action à l'issue de 24h
Mise en place des accessoires	200 € par jour de retard
Retrait des accessoires durant l'exécution du marché et en fin de marché	200 € par jour de retard
Absence de consommables sanitaires	200 € par jour de retard, à partir du 2 <sup>ème</sup> jour de retard constaté
Absence d'un salarié	200 € par jour d'absence
Non remise des éléments relatifs à la reprise du personnel	5.000 € pour une non remise dans les délais ou pour une remise incomplète
Non-conformité de la prestation par suite d'un contrôle	2.000 € par contrôle effectué dont la note est inférieure à 90/100
Rapport trimestriel non transmis	500 € par rapport
Réunion trimestrielle non effectuée	200 € par réunion

### **13.2 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché public sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que TBS Education pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si TBS Education est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, TBS Education en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, TBS Education peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## **14. Présentation des sous-traitants**

Le Titulaire a la possibilité de confier, sous sa responsabilité, l'exécution partielle du présent marché par un ou plusieurs sous-traitants conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, conformément aux articles 133 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, la sous-traitance totale du marché est interdite.

### **14.1 Conditions d'intervention des sous-traitants**

Le Titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants est tenu de faire accepter, quel que soit leur rang, chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement par TBS Education, sur présentation d'une demande expresse de sous-traitance (Acte spéciale de sous-traitance – formulaire DC4).

L'Acte spécial de sous-traitance précise la nature et la part des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximal des sommes à payer directement, les modalités de leur règlement et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ainsi que les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Cette déclaration est signée par le Titulaire et le sous-traitant et signée ensuite par TBS Education pour acceptation dans un délai de vingt et un jours.

La demande d'acceptation de sous-traitance du Titulaire peut intervenir au moment du dépôt de son offre ou en cours d'exécution du marché dans les conditions ci-dessous définies :

- Dans le cas où cette demande intervient au moment de la conclusion du marché, la notification de celui-ci emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;
- Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet la déclaration de la sous-traitance à TBS Education contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Information des candidats :** *si la sous-traitance envisagée est destinée à compléter les capacités techniques ou professionnelles du candidat, le candidat doit remettre le dossier de candidature de son sous-traitant avec son propre dossier dans les conditions fixées par l'avis ou le règlement de la consultation et annexer la déclaration de sous-traitance au présent acte d'engagement.*

### **14.2 Paiement direct du sous-traitant de 1er rang**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par TBS, est payé directement.

**Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.**

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au Titulaire du marché par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à TBS Education d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à TBS Education une demande de paiement direct libellé au nom de TBS Education en y annexant la copie des factures acceptées par le Titulaire conformément aux dispositions de l'article 136 du décret n°2016-360

### **14.3 Conséquences de la sous-traitance irrégulière**

Le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par TBS Education ne peut prétendre au paiement direct.

Dans le cas où TBS constatait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet des obligations définies à l'article 14, le Titulaire sera mis en demeure par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception de s'acquitter de ces obligations dans un délai imparti.

A défaut, TBS Education résiliera de plein droit le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire et ordonnera la poursuite de l'exécution du marché aux frais et risques du Titulaire.

## **15. Modification du marché**

---

### **15.1 Modifications de la consistance des prestations en cours d'exécution**

Toute modification en cours d'exécution portant sur la consistance des prestations à réaliser (à la hausse ou à la baisse) fait l'objet d'un avenant. Ces modifications couvrent notamment les augmentations ou diminutions des surfaces exploitées par TBS Education.

La modification des prix est calculée par rapport au prix moyen par m<sup>2</sup> des prestations, mentionné dans l'annexe à l'acte d'engagement, à savoir :

Prix moyen au m<sup>2</sup> = prix forfaitaire mensuel / surface en m<sup>2</sup>.

Le montant est ainsi calculé en tenant compte de la surface et du prix forfaitaire mensuel reporté dans la proposition financière du Titulaire à l'acte d'engagement.

TBS Education peut faire interrompre momentanément des interventions de nettoyage dans le cas où des travaux ou fermetures de locaux ne permettraient pas l'exécution des prestations prévues dans le cadre du marché.

### **15.2 Impact du projet de rénovation immobilière**

Un projet de rénovation et de construction immobilière est actuellement prévu sur les sites de TBS EDUCATION. Ce projet impactera particulièrement les bâtiments Entiore et Lascrosses. Lorsque le calendrier d'exécution des travaux sera déterminé, des ajustements de surfaces et de périmètre des prestations sur les différentes phases du chantier seront apportés par voie d'avenant.

### **15.3 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Le titulaire unique peut proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement peut intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur accepte ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

#### **15.4 Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :**

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emporte automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant est résiliée ; les autres membres poursuivent la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## **16. Modification du marché**

---

Les articles R2194-1 à R2194-10 2016 précisent les conditions selon lesquelles le présent marché public peut être modifié.

## **17. Redressement ou liquidation judiciaire**

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.



La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, et conformément aux exigences de l'article L.641-11-1 du Code de commerce, le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

## 18. Défaillance du titulaire

---

Par dérogation à l'article 36 du CCAG FCS en cas d'inexécution de la prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, TBS Education se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## 19. Détermination des prix

---

### 19.1 Contenu des prix

Les prix du marché public ainsi que tout autre frais sont des prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'acte d'engagement et l'annexe financière.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché public.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, tous les frais résultants de l'exécution du présent marché public, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire. Ils comprennent l'ensemble des moyens humains (personnels, notamment) et matériels (matériels techniques, produits et consommables) nécessaires à l'exécution des prestations.

### 19.2 Forme des prix

Le présent marché est traité :

- à prix global et forfaitaire pour les prestations courantes détaillées au CCTP.

Conformément aux dispositions de l'article 10, le forfait annuel sera calculé en excluant les 5 semaines de réduction ou de fermeture des locaux qui seront traitées à bons de commande. Le forfait annuel sera cependant lissé sur 12 mois en termes de facturation.

- à prix unitaires pour les prestations ponctuelles à bons de commande, telles que définies dans le bordereau des prix unitaires. Ils correspondent aux quantités réellement exécutées.

### 19.3 Révision des prix

Les prix sont réputés **fermes la première année du marché**.

A partir de la deuxième année, les prix seront révisables annuellement selon les modalités ci-dessous :

➤ **Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix figurant à l'acte d'engagement et son annexe financière sont réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres.

➤ **Index de référence :**

L'index de référence est l'indice du 'coût horaire du travail – tous salariés' appliqué à tous les prix.

➤ **Modalités de révision des prix :**

$$P = P_0 [0.15 + 0.85 (ICHT-TS / ICHT-TS_0)]$$

Avec :

P : prix révisé

P<sub>0</sub> : prix contractuel d'origine

ICHT-TS<sub>0</sub> = Indice du coût horaire du travail – tous salariés publiés à la date de remise des offres,

ICHT-TS = Indice du coût horaire du travail – tous salariés publiés à la date de révision des prix,

➤ **Clause de sauvegarde**

TBS Education se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% d'une période à l'autre.

Le titulaire devra solliciter par lettre recommandée avec accusé de réception l'application de la formule au plus tard deux mois avant le commencement de la période de reconduction du marché, avec effet à la date de révision, et adressera au Service Achats de TBS Education sa demande.

La demande de révision des prix devra être adressée aux coordonnées suivantes :

**TBS Education**

**Service Achats et Marchés Publics**

1 place Alphonse Jourdain – CS 66810

31068 TOULOUSE CEDEX 7

La révision de prix, acceptée par TBS Education ne nécessite pas la signature d'un avenant.

## **20. Modalités de facturation et de règlement**

### **20.1 Adresse de facturation**

#### **20.1.a Pour TBS Education**

Les factures détaillées afférentes au paiement des prestations réalisées pour TBS Education seront envoyées à l'adresse suivante :

**TBS Education**

**Service Comptabilité**

[comptaufactures@tbs-education.fr](mailto:comptaufactures@tbs-education.fr)

1 place Alphonse Jourdain – CS 66810

31068 TOULOUSE CEDEX 7

## 20.2 Contenus des demandes de paiement

### 20.2.a Cadre général

Outre les mentions légales, ces factures porteront les indications suivantes :

- La date de la facture ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché en fonction des lots ;
- **le numéro du bon de commande.**
- Le site concerné ;
- la date de livraison ;
- la nature des fournitures livrées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

**Les factures devront impérativement comporter la référence du bon de commande.  
A défaut, les délais de paiement seront suspendus jusqu'à la mise en conformité de la facture.**

La date de réception du mail ou la mention « *courrier arrivé le...* » apposé par TBS EDUCATION seul fera foi de la date effective de réception de la facture et le délai de paiement ne commencera à courir qu'à compter de cette date, sous réserve de la conformité de la facture.

TBS EDUCATION déploiera courant 2026 une plateforme de facturation électronique. Les titulaires seront alors invités à déposer leur facture selon les modalités techniques qui leur seront communiquées.

### 20.2.b Acceptation du montant de la facture

TBS Education vérifie le montant indiqué sur la facture et complète éventuellement en calculant les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par TBS Education. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

### **20.2.c Modalités de paiement en cas de groupement**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### **20.2.d Délai de paiement**

Le paiement s'effectue par virement 30 jours au plus tard après l'arrivée de chaque facture conforme.

La facture est réputée conforme quand les conditions de forme et de fonds sont remplies.

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

Toutes autres conditions, concernant la facturation et le règlement, même prévues sur la facture ne sauraient être opposées au pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

### **20.2.e Modalités de paiement en cas de désaccord**

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen écrit. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par TBS Education, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

## **20.3 Coordonnées bancaires du titulaire – RIB**

### **20.3.a Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement**

FJOINDRE OBLIGATOIREMENT UN RIB EN ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Les avis de virement sont adressés à l'établissement réalisant les prestations mentionnées au bon de commande. TBS se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance.

### **20.3.b Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint**

En cas de groupement conjoint, le titulaire a joint un relevé d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement.

### **20.3.c Modification des coordonnées bancaires**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service comptabilité et fournir le nouveau RIB correspondant.

## 21. Avance

---

Le versement d'une avance forfaitaire et son remboursement sont prévus selon les modalités stipulées aux articles L.2191 et suivants du code de la commande publique.

## 22. Acompte

---

Aucun versement d'acompte n'est prévu durant l'exécution du marché. La prestation fera l'objet d'une facturation unique à l'issue de la réception conforme de chaque commande.

## 23. Confidentialité

---

Le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion, et s'engagent :

- A préserver la confidentialité de toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- A traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation :
  - o lors de l'exécution des prestations et plus particulièrement au cours des entretiens menés et/ou des réunions de travail au sein de TBS Education et auprès des différents interlocuteurs rencontrés,
  - o qui leur ont été transmises ou qui seront transmises concernant directement et
  - o indirectement l'organisation et la stratégie de TBS Education, les courriers sous forme papier et électronique, fiches de procédures internes à TBS Education. Ainsi le titulaire s'engage à les protéger s'il en était le destinataire sous toute forme que ce soit dans des conditions de protection suffisantes pour que les termes du présent article soient respectés.
- A n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse et écrite de TBS Education ;
- A ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun Tiers. Le titulaire est tenu de ne pas communiquer à des Tiers, sans l'accord écrit préalable et express de la Directrice Générale de TBS Education :
  - o les courriers sous forme papier et électronique, fiches de procédures, les documents de travail, les dossiers d'études, les entretiens, les notes et d'une façon plus générale,
  - o tous dossiers et documents qui lui auront été communiqués à titre confidentiel au cours de l'exécution de sa mission de recrutement au sein de TBS Education,
  - o tous documents établis dans le cadre de la réalisation de sa mission.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de TBS Education et engagerait sa responsabilité. Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par TBS Education, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire, à ses personnels comme à ses sous-traitants éventuels pour toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché ainsi qu'à l'ensemble de la prestation.

En cas de manquement à ces impératifs par le Titulaire, le marché serait résilié pour faute.

## 24. Assurances et Responsabilité

---

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur admission par TBS Education. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire est entièrement responsable vis-à-vis de TBS Education dans le cas où il ferait appel à des intervenants extérieurs qu'il aurait sollicité en sous-traitance, quand bien même ils auraient été agréés par la personne publique.

Il appartient également au titulaire de souscrire une police d'assurance prévoyant la prise en charge des conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra justifier, avant la passation du marché et à première demande, être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, tant pour lui-même que pour son personnel.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites. TBS Education se réserve, à tout moment, la possibilité de demander au titulaire la production de ses polices d'assurance ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

## 25. Résiliation

---

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales relatives aux modalités de résiliation sont applicables.

### 25.1 Résiliation aux torts du titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, TBS Education peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 32 du CCAG/FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par TBS Education ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
  - En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à TBS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
  - S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Pouvoir Adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article 32.2 du CCAG FCS, la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le Titulaire défaillant ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations écrites dans un délai fixé à sept jours.

Passée cette information et suivant les explications fournies, TBS Education peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit les points litigieux et avoir mis en demeure le Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais ci-dessus, cette mise en demeure étant restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

## **25.2 Exécution aux frais et risques**

En application de l'article 36 du CCAG/FCS, TBS peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit si la résiliation du marché public prévoit cette mesure. Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

## **26. Situation fiscale et sociale du titulaire**

---

### **26.1 Obligations du titulaire**

#### **Pour le titulaire français :**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations ci-dessous :

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, et D. 8222-7, D. 8222-8 et R.1263-12 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger.
- Les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 à D8254-5 du code du travail.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
  - Sa date d'embauche ;
  - Sa nationalité ;
  - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- L'attestation d'assurance pour la période concernée.

#### **Pour le titulaire étranger :**

- Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquittement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournis par l'organisme compétent.
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois).
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- En cas de détachement de salariés étrangers sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D. 8254-2. Cette liste (à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
  - 1° Sa date d'embauche ;
  - 2° Sa nationalité ;
  - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- L'attestation d'assurance pour la période concernée.

TBS Education s'assurera de l'authenticité auprès des organismes de recouvrement compétents.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que

celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, TBS Education se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations.

#### **26.2 Remise des documents listés ci-dessus : E-ATTESTATIONS**

Le titulaire domicilié en France doit déposer ces documents sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par TBS Education, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

## **27. Compétence territoriale et droit applicable**

---

En aucun cas, les contestations survenant entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le marché

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.